

Les convulsions du gaz russe : une analyse

La n-ième crise du gaz russe vient de se terminer. Après deux semaines de suspense, les vannes sont rouvertes, sur ordre des premiers ministres russe et ukrainien, l'Europe respire. Mais on ne peut s'empêcher de penser que ce ne sera que partie remise. Quelles sont les origines de cette crise à répétition, qui sont les personnages qui dans l'ombre tirent les ficelles, voilà des questions auxquelles le présent article essaie d'apporter quelques éléments de réponse.

Jean Lamesch

Quand au début du XVII^e siècle, l'alchimiste belge Jean-Baptiste Van Helmont a créé le mot « gaz » à partir du grec « chaos », il ne pouvait deviner combien cette étymologie aller s'avérer appropriée, quatre siècles plus tard, pour décrire la situation de l'Union européenne face aux approvisionnements en gaz russe.

Depuis quelques années, le même vaudeville se joue en hiver, sur le scénario suivant : l'Ukraine ne paie pas ses factures de gaz / la Russie la menace / l'Ukraine fait semblant de céder – mais se ravise / la Russie, excédée, coupe le gaz / l'Ukraine crie à l'injustice et vole du gaz destiné à l'export / Bruxelles s'étonne, les Bulgares grelottent / la Russie s'indigne / les Slovaques grelottent également / Russes et Ukrainiens accourent à Bruxelles et jouent les victimes / les responsables bruxellois, impuissants, sur arrière-fond d'invectives cyrilliques, émettent les incantations usuelles de libéralisation des marchés / les officiels signent un accord – qui s'avérera inutile / inopinément « on » s'arrange dans les coulisses, sans que l'identité de ces « on » soit établie. Vient la douceur du printemps, les Bulgares ne grelottent plus, la demande gazière chute, et comme on ne connaît que deux états d'âme dans le domaine de l'énergie, celui de la panique et celui de la complaisance, on se calme et on oublie... jusqu'au prochain hiver.

Ces crises sont décrites dans les médias comme inopinées, voire surprenantes, mais comme la plupart des polémiques, elles procèdent d'une longue histoire. Pour mieux cerner les malaises actuels, il est utile de revenir quelques décennies en arrière.

Une courte histoire du gaz russe

L'activité gazière russe est née au beau milieu de l'ère soviétique, dans les années 1930. Cette industrie, qui se dit « gazovaïa promishlenostj » en russe (le nom de Gazprom se compose des premières syllabes de ces mots), s'y est constituée suite aux découvertes de champs gaziers dans la partie est de l'Ukraine, entre Kiev et Charkov. Comme les mines de fer et de charbon n'étaient pas loin et que l'industrie lourde, sidérurgique et mécanique y était bien développée, avec des capacités de production de tubes pour gazoducs, Staline avait décidé de faire de l'Ukraine le centre de l'industrie gazière soviétique.

Après la Seconde Guerre mondiale, ces activités ont été étendues, dans le cadre du Comecon, pour approvisionner les nouveaux vassaux de la féodalité rouge, c.-à-d. des pays comme la Bulgarie, la Roumanie, la Slovaquie. A cette fin, de gros réservoirs souterrains de gaz furent construits à la frontière ouest de l'Ukraine. Ces réservoirs avaient l'avantage de pouvoir approvisionner rapidement les frères socialistes en hiver, quand la consommation de gaz augmentait, et de permettre l'utilisation de pipelines de diamètre plus faible, beaucoup moins coûteux, dans la direction est-ouest de l'Ukraine. La répartition du gaz était réglée par Moscou, suivant les lignes de conduite de l'économie de planification soviétique.

Dans le courant des années 1960-1970, le gaspillage endémique qui caractérisait le régime a fait entrer les champs gaziers ukrainiens en dé-

Avec la dislocation de l'empire soviétique en 1990-1991, les anciennes républiques se sont transformées en pays indépendants, et l'infrastructure soviétique se fragmenta en un chaos épouvantable.

plétion précoce, et l'Ukraine a traversé son pic gazier. Cependant, l'exploration géologique des vastes étendues de l'URSS a permis de trouver de nouveaux champs, des champs gigantesques, en l'occurrence ceux de la Sibérie occidentale, au sud de la péninsule de Yamal. Trois gisements supergéants, Yamburg, Urengoy et Mezhvedye, sont devenus la base de l'approvisionnement soviétique – maintenant russe – et leurs flux furent dirigés vers différentes régions du pays. Le gros était pompé vers l'Ukraine, tant pour alimenter en énergie l'industrie lourde du bassin du Donets que pour les exportations vers les pays alliés du Comecon, et également en direction du Caucase. L'Ukraine se trouve encore aujourd'hui en mesure d'exercer un chantage gazier sur de grandes villes russes comme Rostow.

Avec la dislocation de l'empire soviétique en 1990-1991, les anciennes républiques se sont transformées en pays indépendants, et l'infrastructure soviétique se fragmenta en un chaos épouvantable. Les champs gaziers se situent depuis lors dans la nouvelle Russie (et en partie dans les républiques asiatiques), mais toute la plateforme industrielle – gazoducs, stations de pompage et réservoirs stratégiques – s'est retrouvée en Ukraine. L'essentiel de l'outil industriel a ainsi échappé du jour au lendemain au contrôle de Moscou et, en dépit de tous les efforts, n'a pu être récupéré par la suite par Gazprom.

Il émergea ainsi une situation de monopole bilatéral ou, plus exactement, celle d'un monopsoniste face à un monopoliste, c.-à-d. un vendeur exclusif vis-à-vis d'un acheteur exclusif, le tout aux antipodes d'un marché concurrentiel et efficient, et source des tracasseries actuelles. Or on sait d'expérience que la juxtaposition de deux monopoles étatiques génère par nature des rentes juteuses – pour qui sait s'en servir –, rentes qui attirent toutes les convoitises et sont susceptibles de devenir l'enjeu d'intérêts glauques, souterrains, voire criminels ou mafieux. Et cela dans des pays où les contraintes institutionnelles sont pour le moins faibles, et la bonne gouvernance et la transparence des notions asthéniques – comme l'élimination physique et répétitive de journalistes le démontre à satiété.

Le régime qui se mit en place en 1999, suite à l'abdication de Boris Yeltsine, partit sur la base d'une double stratégie : refaire l'image de la Russie qui, par sa catastrophe politique, se sentait profondément humiliée par l'Ouest et plus particulièrement par l'OTAN, et, par ailleurs, constituer des réserves en hydrocarbures, la carte maîtresse de la renaissance du pays. Ces idées avaient été développées par Vladimir Poutine dans sa thèse (eh oui, le titre correct de l'actuel Premier ministre devrait être : Dr Poutine), thèse qui n'est pas accessible au public, mais dont les thèmes majeurs se trouvent résumés sur Internet. Le point faible de cette stratégie est patent : bien qu'étant une grande nation,



© YuriyVZ - Fotolia.com

la Russie se concentre sur un monolithe économique, pétrole/gaz, aux dépens du reste de l'industrie. Ce faisant, elle a pris le risque de s'exposer aux aléas du rouble et, plus gravement encore, à la volatilité des cours boursiers des *commodities*.

Mais aux temps euphoriques des années 1990, ces soucis restaient occultés. La Russie a remis en production ses puits de pétrole en jachère depuis la chute du Mur et s'est bientôt trouvée au même niveau que l'Arabie saoudite, avec des productions de l'ordre de 10 millions de barils par jour. Les premières années du XXI^e siècle ont vu augmenter le cours du brut, tant et si bien que le pétrole et le gaz ont fini par constituer le gros des rentrées de l'Etat. La Russie était devenue une pure pétro-puissance.

Et il restait le bémol lancinant des gazoducs mal placés : à partir du moment où la Russie s'est mise à exporter son gaz en quantités croissantes vers l'Ouest, elle s'est placée dans l'inconfort d'une dépendance grandissante vis-à-vis de l'Ukraine, le principal couloir gazier. Le seul autre transit se faisait par la Biélorussie, mais le débit de ce gazoduc était largement inférieur à l'ukrainien. Du moins, Moscou n'avait rien à craindre du régime de Minsk et rémunérait – et rémunère toujours d'ailleurs – ce quasi-satellite par des prix de cession largement inférieurs aux prix ukrainiens, signe clair s'il en était besoin qu'un prix russe, avant d'être commercial, est d'abord politique.

La « révolution orange » de Kiev, en novembre 2004, a fait éclater sur la scène internationale les conflits jusque-là locaux.

Les incidents gaziers russo-ukrainiens ont éclaté à la première occasion, en 1992, au sein même du CEI, de la communauté des ci-devant républiques soviétiques. A ce moment, les interruptions de gaz, dont les quantités étaient bien en deçà des volumes actuels, n'inquiétaient pas encore le public occidental, mais elles étaient tout de même suffisamment graves pour inciter les importateurs de l'époque, tels Ruhrgas et Gaz de France, à ouvrir des bureaux à Kiev pour s'informer sur place des dessous mystérieux qui s'y tramaient.

Au centre des querelles de cette époque, tout comme à l'heure actuelle, se trouvaient les impayés de l'Ukraine, qui face aux premières factures fit l'étonnée ou la non-concernée, comme si pour elle l'économie de planification continuait toujours à base de troc et non de flux de devises. Un second sujet de discorde vint se greffer sur le premier, celui de la fameuse querelle du gaz de process et du gaz de transit. Il faut savoir que le gaz ne s'écoule pas de lui-même dans les longs gazoducs, pour cause de friction aérodynamique, et que tous les 100 ou 200 kilomètres, il faut le remettre à pression. Cela se fait au moyen de gros compresseurs qui marchent au gaz. Ce gaz de process, dont la combustion fournit l'énergie de propulsion à la partie transit, se soustrait du volume total. Comme les Russes ne pouvaient refuser aux Ukrainiens de soutirer à cette fin une partie du gaz, ce droit à la manipulation pneumatique a constitué une tentation irrésistible, à laquelle l'Ukraine, aux dires de Poutine, a succombé avec délices et répétitions.

Les événements de 2004

A partir de 2004, plusieurs événements se sont succédé et ont exacerbé la situation, déjà pourrie depuis plus d'une décennie.

- La « révolution orange » de Kiev, en novembre 2004, a fait éclater sur la scène internationale les conflits jusque-là locaux. Représentée par les deux figures de proue, celle de Viktor Iouchtchenko (l'homme au visage balafre par la chloracnée suite à un attentat à la dioxine) et de Youlia Tymoshenko (la Première ministre à la tresse en auréole, entre pseudo-miss-agricole et pseudo-sainte-orthodoxe, et qui aurait fait sa fortune personnelle dans le gaz), l'Ukraine s'est présentée au monde comme une nouvelle nation démocratique, et qui par conséquent se voyait comme étant en droit de réclamer de l'Ouest tout l'appui pour se maintenir vis-à-vis d'une Russie qui la détestait et qui déteste toujours tout ce qui est orange, une situation de rêve pour les faucons, sur le Potomac autant que sur le Dniepr et la Moskova.

- La même année vit le début des grandes augmentations du prix du gaz, parce qu'il se trouve couplé, par tradition, mais sans nécessité, à celui du pétrole. Ce dernier se mit à grimper sur plus

de quatre ans, pour atteindre en juillet 2008 un sommet historique, duquel il dégringola rapidement. Le prix du gaz suit celui du pétrole avec un certain décalage, ce qui à l'heure actuelle ne fait qu'empoisonner encore plus la crise entre les deux monopolistes.

- L'année 2004 fut également celle où la production gazière autochtone de l'ensemble des pays de l'Union européenne est passée à travers son pic. Pic signifie qu'en cette année fatidique, la production européenne avait atteint son maximum et que la production subséquente ne peut que faiblir à l'avenir, avec une augmentation des importations à la clé. Cette nouvelle, prévisible depuis longtemps, a inquiété quelques responsables européens, notamment anglais (car ce sont les gisements anglais qui sont les plus touchés par le déclin), mais passa inaperçue dans les médias.

- Et, last but not least, à partir de cette même année charnière, quelque 10 pays de l'Est ont progressivement accédé à l'Union européenne. Heureux de s'échapper du giron russe, ils sont cependant restés en partie liés à la Russie, notamment pour ce qui est de leurs besoins en hydrocarbures – par des cordons ombilicaux impossibles à couper à court et moyen terme – et de l'état de leur infrastructure énergétique qui est toujours celle du défunt Comecon. Le point essentiel est que leur accession à l'UE a déplacé les altercations russo-ukrainiennes au centre de la politique énergétique européenne.

Gazprom et RosUkrEnerg

Pendant tout cette période, on a assisté à une mainmise progressive de Gazprom sur la géographie européenne, passant en une première étape de la Russie natale vers des régions voisines, telle l'Arménie et la Biélorussie, dont elle contrôle maintenant les réseaux gaziers. Elle continue d'afficher ses visées sur la Géorgie, ce qui explique sans doute la réaction outrancière du Kremlin aux actions irréfléchies de Saakashvili et la guerre de l'été 2008. Mais les dirigeants de Gazprom voient encore plus loin. Depuis 2006, Gazprom a pris pied en Afrique du Nord, avec une participation dans la Sonatrach algérienne, mettant à mal la stratégie européenne de sécurité d'approvisionnement qui aurait bien voulu s'appuyer sur un fournisseur indépendant. Peu après, la coopération avec la Libye de Kadhafi fut réaffirmée par Poutine, sur place et en personne. Ces deux pays approvisionnent directement l'Espagne et l'Italie par des gazoducs sous-marins et fournissent du LNG à d'autres, telle la France.

Le monopoliste russe s'est établi également au Royaume-Uni, via Gazprom Marketing & Trading. GMT nie toute intention d'acquérir Centrica, le plus grand distributeur britannique de gaz, comme ce fut la rumeur il y a peu de temps. GMT reste

cependant la plateforme européenne de Gazprom pour ses futures incursions dans le marché européen libéralisé et ses prochains objectifs concerneraient l'Irlande, la Belgique et les Pays-Bas.

Mais en dépit de ces avancées, Gazprom n'en finit pas d'achopper sur le problème ukrainien. Incapable de trouver une solution à court terme par des manœuvres politiques, la société d'Alexej Miller s'y est prise autrement. Par son entremise, directe ou indirecte, le commerce gazier ukrainien a été « privatisé » d'une façon particulière. Les gros consommateurs industriels, qui réglèrent auparavant leurs factures avec la Naftogaz nationale – qui, elle, « oubliait » de payer Gazprom – se virent offrir une alternative intéressante qui consistait à payer un prix inférieur à condition de régler à un tiers, un nouvel agent, sans relation officielle ni avec Naftogaz ni Gazprom. Qui est cet agent ? Comme le gaz en question est toujours d'origine russe et qu'il s'écoule toujours à travers le réseau national ukrainien, il a bien fallu l'appui tacite d'hommes bien placés pour la mise en place de ce fameux agent, et cela des deux côtés de la frontière. Et où atterrissent *in fine* les sommes et les commissions ainsi mises en mouvement, on ne le sait pas, car ceux qui tolèrent ou favorisent ces agissements d'intermédiaires doivent être en mesure d'en tirer de gros avantages personnels ou politiques et ont donc tout intérêt à rester discrets.

On sait maintenant que c'est en Suisse que se font depuis quelque temps les transactions russo-ukrainiennes, et plus précisément par le biais d'une société domiciliée à Zug, du nom de RosUkrEnergo. Les Ukrainiens disent que c'est par cet intermédiaire qu'ils achètent leur gaz, importé soit de Russie, soit d'Asie centrale. RosUkrEnergo est un joint venture qui appartient à 50 % à Gazprom et le solde à deux hommes d'affaires ukrainiens, dont l'un, Dimitri Firtash, détient 45 % via sa Centragas Holding, sise à Vienne, le reste de 5 % allant à son partenaire Ivan Fursin. Selon des sources ukrainiennes cependant, le véritable patron serait un homme du demi-monde, du nom de Semion Migolevich. Ce Migolevich fut mis en détention l'année passée par la police russe. Youlia Tymoshenko a officiellement salué cette arrestation comme un pas en avant pour résoudre l'imbroglio gazier.

La société de Zug n'a donc pas que des amis et alliés. Youlia en a juré la perte, pour des raisons qui ne sont pas transparentes, elles non plus. Il y a quelque temps, elle et son homologue Poutine ont signé un mémorandum qui devrait signifier l'abolition pure et simple de RosUkrEnergo. « Voilà l'ampleur de la corruption des structures politiques qui se battent pour garder la main sur le commerce du gaz et pour protéger tel intermédiaire, dont les dividendes rempliraient leurs poches et financeraient leur campagnes politiques », a dit

en substance Poutine en début d'année. Et de se faire l'écho de Youlia en taxant RosUkrEnergo d'« intermédiaire corrompu », protégé par des gens bien placés. Aux dernières nouvelles toutefois, ce bureau existe toujours, un fait remarquable face à des inimitiés de cet ordre. Crânement, les dirigeants de RosUkrEnergo s'indignent de ces allégations, même s'ils refusent toute interview avec les médias occidentaux.

Cette situation en dit long sur les dessous du pouvoir et des personnes qui ont tout intérêt à préserver ces montages. Elle en dit long également sur la multitude des factions qui évoluent des deux côtés de la frontière, dont des oligarques, et surtout des « siloviki », les « forts », la caste des fonctionnaires issus des anciennes structures de force, notamment les vétérans du KGB. Au gré des situations politiques, les siloviki se muent en libéraux ou, au contraire, la faction libérale se camoufle en siloviki. Il est difficile d'évaluer l'emprise exacte de Poutine sur ces groupements protéiformes qui se font et se défont au gré des intérêts personnels momentanés et changeants. Le pétrolier BP, qui n'y a pas prêté suffisamment attention, s'est fait éjecter brutalement et ses dirigeants ont dû fuir le pays pour sauver leur peau. Bien difficile donc de ne pas se rappeler Churchill quand il a décrit la Russie comme un « riddle inside a mystery, wrapped in an enigma ».

www.votumklima.lu

Die klima- und energiepolitische Kehrtwende Luxemburgs ist möglich!

Klimaschutz

Land: Luxemburg

Nachhaltig und global gerecht

A B C D E F G

Ziel A

Schädigt Mensch und Umwelt

Wenig Informationen in Greenpeace

Gemeinsame Forderungen von Action Solidarité Tiers Monde, Caritas Luxembourg, Greenpeace und Mouvement Ecologique anlässlich der bevorstehenden Parlamentswahl in Luxemburg

Januar 2009

votum KLIMA

Et l'Europe dans tout cela ?

L'Europe se trouve face à une Russie gazière dont elle doit craindre les remous et les troubles politiques à répétition, et cela même si ce partenaire est dans une dépendance économique indéniable vis-à-vis d'elle. Que le pays perde des milliards de dollars en revenus par les coupures de gaz semble le cadet des soucis des factions accaparées par des luttes intestines sans fin.

Face à de telles incertitudes, il faut regretter qu'il n'existe toujours pas de politique énergétique européenne digne de ce nom. Les Etats européens continuent de ce fait d'assurer leurs approvisionnements individuels sur base d'accords bilatéraux.

Une issue paneuropéenne concerne la construction de nouveaux gazoducs, dont certains sont en construction, ce qu'il faut saluer. Et on peut se demander si la fata morgana du pipeline Nabucco finira un jour par devenir réalité.

Il serait également souhaitable que l'approvisionnement en LNG soit développé le plus vite

possible, avant que les nations asiatiques, tels le Japon et la Corée, qui en sont totalement dépendantes, n'accaparent le gros de ce marché. Non que le LNG soit géopolitiquement plus sûr que le gaz de pipeline, mais il aura l'indéniable mérite de constituer une possibilité d'arbitrage.

Par ailleurs, il est regrettable que les guerres des factions à Moscou et Kiev occultent la question fondamentale sur les réserves gazières russes. Quel est leur montant, jusqu'à quel horizon la Russie aura-t-elle de quoi exporter, dans quelle mesure sa consommation interne, croissante, réduira-t-elle ses possibilités d'exportation ? Questions sans réponse tant que la Russie ne permet pas d'audit reconnu sur ses réserves d'hydrocarbures et tant qu'elle considère ce genre d'information comme un secret d'Etat – et en sanctionne brutalement toute divulgation.

Dans l'équation de marché :

Demande = Offre ou

Consommation = Approvisionnement,

l'Europe d'évidence ne maîtrise que le premier terme. Le second lui a maintenant échappé définitivement. Les fébriles efforts de libéralisation, s'ils facilitent la demande/consommation, n'assurent en rien la sécurité de l'approvisionnement. La conclusion est d'une évidence aveuglante : les énergies alternatives doivent être développées, mais drastiquement, à une échelle conséquente, et non pas de la façon timorée dont on le fait maintenant. Malheureusement, l'exploitation du plus grand gisement, les économies d'énergie, se pratique de façon tout aussi timorée. Pour le moment, la montagne n'a accouché que d'une souris : la montée du CO₂ dans l'atmosphère continue de façon inexorable, comme si Kyoto n'avait pas eu lieu. La politique européenne des 20-20-20 ne sera atteinte qu'en 2020 – pourvu que tout se passe bien, mais il est à craindre que ce bel effort ne s'étiole en cours de route, sous les coups de butoir de la crise.

« Energy is at the crossroads. » C'est avec ces mots bien pesés que débute le rapport 2008 de l'Agence internationale de l'énergie. Le ton du rapport, pour la première fois dans son histoire, est alarmant – et cela à juste titre. L'horizon de notre destin énergétique est sombre : l'Europe ne pourra s'en sortir qu'au prix d'un effort de la taille d'un plan Marshall. ♦

Persönliche Beziehungen als Garant für Energiesicherheit?

Luxemburg verfolgt aber auch seine eigenen energiepolitischen Ziele mit Russland. Steht das nicht im Gegensatz zu den Bemühungen der EU-Kommission?

Nein, das ist komplementär. Wir versuchen parallel zur europäischen Strategie im Energiebereich eine eigene Beziehung zu Russland aufzubauen. Die Kontakte mit Russland sind sehr eng. Über den direkten Kontakt erhält Luxemburg gute Preise für Gas. Für Russland bedeutet die Bindung ein direkter Kunden-Kontakt. Im Energiegeschäft ist es von Bedeutung, dass man seine Abnehmer gut kennt.

Etienne Schneider, Conseiller de gouvernement 1^{re} classe (Wirtschaftsministerium), im Interview mit Andreas Holpert (LW vom 30.10.2008)

Wie glauben Sie, wird sich unsere Energie-Abhängigkeit von Russland in Zukunft auswirken?

J. K.: Es wird mit Sicherheit eine Abhängigkeit von Russland geben. Deshalb kommt es mir immer darauf an, eine privilegierte Beziehung auf politischer Ebene mit Russland zu haben und darüber hinaus mit dem großen Lieferanten Gasprom. Jedes Mal wenn ich in Moskau bin, sehe ich auch den Konzernchef Alexei Miller, um mit ihm über die Ausrichtung seiner Firma und seine Ideen zu Europa zu reden. Diese Beziehungen muss man pflegen.

Ist das ein gutes Gefühl?

J. K.: Nicht immer.

Wirtschaftsminister Jeannot Krecké im forum-Interview (forum Nr. 279, September 2008)